



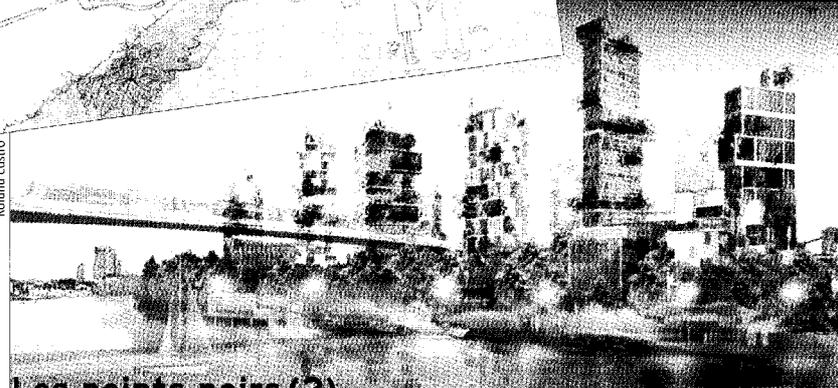
Rogers Stirk Harbour & Partners

Trois des dix projets architecturaux du Grand Paris. Une autre façon d'imaginer la ville du futur.



Atelier Christian de Portzamparc

Roland Castro



Les points noirs (2)

# Grand Paris : l'imbroglio continue

L'idée de supprimer quatre départements pour faire le Grand Paris a fait chou blanc. Comment faire progresser la coopération en région parisienne ?

**L**ançant son idée de Grand Paris tel un éléphant dans un magasin de porcelaine, le comité Balladur espérait bousculer pesanteurs institutionnelles et égoïsmes locaux. L'électrochoc devait faciliter l'émergence de ce nouvel échelon, le Grand Paris, rassemblant Paris et les trois départements de la première couronne (6 millions d'habitants) : les Hauts-de-Seine – le plus riche –, la Seine-Saint-Denis – le plus populaire – et le Val-de-Marne – relativement mixte. Dans l'esprit du Comité, le Grand Paris devait se voir attribuer les compétences relevant aujourd'hui des départements et des communautés d'agglomération. Essentiellement, le logement, l'urbanisme et les transports publics, les trois gros dossiers épineux de la région parisienne. L'affaire est cependant très mal engagée : recevant Édouard Balladur, le 5 mars, le Président de la République a temporisé : « Il faut nous donner un peu plus de temps », a-t-il affirmé en parlant de la nécessité d'une « concertation spécifique ». Une façon de souligner le déficit d'écoute en direction des élus locaux.<sup>(1)</sup> Le projet de Grand Paris est-il enterré ou simplement ajourné ? Difficile de le savoir tellement le dossier est embrouillé. Outre ce comité Balladur, a été nommé voici un an un secrétaire d'État chargé du Développement de la région Capitale, en la personne de Christian Blanc, l'ancien rocardien devenu patron de choc dans les entreprises publiques puis dé-

puté. Lequel devrait annoncer – mais quand ? – de grands projets pour l'Ile-de-France, sans que l'on sache trop bien qui les mettra en œuvre : la région dirigée par l'ex-rocardien Jean-Paul Huchon (ennemi juré de Blanc, dit-on), un nouvel établissement public... ? Pour ajouter encore à la confusion, une étude sur le Grand Paris de demain a été commanditée auprès de dix équipes d'architecture. Comprendre aujourd'hui qui décide, sur quels dossiers et selon quelles modalités

**La mise en cohérence et la coopération sont nécessaires, pas la simplification.**

relève de l'exploit. En proche région parisienne, tous les traits de la schizophrénie territoriale sont rassemblés : des territoires totalement imbriqués d'un côté, des frontières administratives et politiques de l'autre ; la cohabitation entre des entités désuètes (le canton) et des logiques transversales de gestion (transport, ordures, eau, etc.) ; des politiques nationales aux commandes locales (Bertrand Delanoë, Claude Bartolone, Patrick Devedjian...) et la présence ombrageuse des préfets (l'ordre public à Paris continue à être assuré par le préfet de police). Le Grand Paris vise à biffer des structures départementales récentes<sup>(2)</sup> pour simplifier la prise de décisions et assurer de meilleures solidarités géographiques. Com-

me l'explique, sur le site Internet lejdd.fr, le sénateur (UMP) Philippe Dallier<sup>(3)</sup>, apôtre du projet, « si Paris et la région francilienne veulent pouvoir concurrencer les autres métropoles du monde, la réforme doit être engagée. » Le même assure que les blocages viennent essentiellement des petits barons : « Personne ne veut lâcher son siège ».

L'argument recèle une part de vérité, mais il est un peu trop simple. Paris n'est pas une métropole comme une autre. Tout dans l'histoire (la capitale bourgeoise contre la périphérie ouvrière) et la géographie (le fameux boulevard périphérique) a contribué à fracturer le territoire. Les ghettos de riches d'un côté, ceux de pauvres de l'autre ont rendu les solidarités encore plus difficiles. Ce n'est pas pour rien si les logiques intercommunales sont encore minoritaires, surtout en petite couronne. Il est d'ailleurs curieux que les pionniers de droite comme de gauche qui ont lancé voici moins de dix ans les communautés d'agglomération soient sommés de les dissoudre.

**CONFÉRENCE MÉTROPOLITAINE**  
Si la solution Grand Paris est irréaliste et peut être non souhaitable, notamment parce qu'elle accentuerait la coupure proche-lointaine banlieue, par quoi la remplacer ? La mairie de Paris tente de vendre sa solution : la Conférence métropolitaine, une structure ouverte qui réunit tous les élus intéressés pour conduire des projets concertés. « Dans un monde aussi complexe que le nôtre où l'imbrication du territoire et du politique est extrême, explique sur son blog Pierre Mansat, adjoint (PCF) au maire de Paris, chargé de ce dossier, la mise en cohérence et la coopération sont nécessaires, pas la simplification. » Point positif, les Hauts-de-Seine, jusque-là rétifs à cette coopération, vont participer à la Conférence. Pour autant, est-il possible de miser simplement sur la bonne volonté des élus locaux pour mettre en œuvre un développement plus solide et harmonieux, alors que la région a toujours été marquée par des ségrégations ? Il est permis d'en douter. Alors que faire ? Retour à la case départ.

**N.B.**

1. Patrick Braouezec, député (PCF) de Seine-Saint-Denis et président de la communauté d'agglomération de Plaine Commune a regretté que les responsables d'intercommunalités en région parisienne n'aient pas été auditionnés par le Comité.  
2. Les départements de la proche couronne ont été créés en 1964 suite à l'éclatement du département de la Seine.  
3. Lire son portrait dans TC n°3314.